DÉLÉGATION DE L'AIN

https://ain.secours-catholique.org

Notre « État de la pauvreté en France 2024 »



ACCOMPAGNEMENT VIE DE L'ASSOCIATION

19/11/2024

Le Secours Catholique publie ce jeudi 14 novembre son rapport statistique annuel État de la pauvreté en France « Prestations sociales : quand la solidarité s'éloigne ». Pour son rapport 2024, au-delà des contours d'une pauvreté multiple et complexe, qui caractérise l'exclusion d'aujourd'hui, l'association alerte sur la dégradation du niveau de vie des plus pauvres et la difficulté à accéder à la protection sociale face à

la dématérialisation des démarches administratives.

Télécharger la publication

Oui la situation des plus pauvres se dégrade encore. Ainsi, en 2023, le niveau de vie médian des ménages étudiés (57 240 sur 1 060 000 personnes rencontrées) s'établit à 555 euros par mois, soit un recul de 19 euros par rapport à 2022. En outre, l'accès aux prestations sociales devient un véritable parcours du combattant. La dématérialisation des démarches, le durcissement des critères d’éligibilité et la complexité des processus d'accès aux droits accentuent l'exclusion. En conséquence, le non-recours aux prestations sociales a atteint 36 % pour le RSA, une hausse de 10 points par rapport à 2010. Cette situation résulte d'un éloignement croissant de l'administration, qui n'offre plus suffisamment de soutien aux personnes vulnérables. Le parcours administratif, désormais entièrement dématérialisé, représente une série d'obstacles pour les personnes isolées et en difficulté. La perte du lien de proximité avec les services publics et la complexité des démarches empêchent de nombreux citoyens d'accéder aux aides dont ils ont pourtant besoin souligne notre rapport.

« Une solidarité qui s'éloigne »

par Didier Duriez, président national du Secours Catholique et Adélaïde Bertrand, déléguée générale.

La protection sociale est un trésor pour notre société. Elle est le patrimoine de ceux qui n’en ont pas et apporte à chacun une forme de sécurité essentielle face aux aléas de la vie. Mais ce trésor est menacé. Les discours qui veulent exclure certaines populations du champ de la solidarité remportent une audience croissante. La protection sociale est sous les feux croisés de ceux qui y voient un handicap pour la compétitivité et de ceux qui veulent tailler dans la dépense pour équilibrer les

comptes.

D’autres encore ne cessent de vilipender la fraude des plus pauvres, pourtant insignifiante par rapport à celle des plus aisés, particuliers comme entreprises. Le tout peut produire une forme de résignation à ce que les prestations s’amenuisent. Mais en dépit de toutes les attaques, l’adhésion à nos systèmes de solidarité reste très forte. Car chacun sait que la protection sociale, ce n’est pas pour les autres : c’est une promesse que l’on se fait, les uns aux autres, de se serrer les coudes en cas de coup dur. Les accidents de la vie, cela peut arriver à tout le monde.

Cet écran interposé entre l’administration et les usagers n’est qu’une des facettes de l’éloignement de la solidarité

Le Secours Catholique les connaît bien, les accidentés de la vie : 60 % des personnes qu’il rencontre ont récemment subi un problème de santé, une séparation, perdu leur emploi… Regarder à travers leurs lunettes, c’est mesurer à quel point la promesse de solidarité est tenue – ou non. C’est tout l’objet de notre rapport 2024.

Face à l’épreuve, le plus dur est de se retrouver seul. C’est pourtant ce qu’endurent trop souvent les personnes qui ont le plus besoin de notre solidarité. Elles se retrouvent seules devant un écran d’ordinateur qui ne veut rien comprendre à leur situation, en tentant d’obtenir l’allocation qui leur est due. Démunies, sans personne pour les guider dans le dédale des démarches, car la dématérialisation a réduit comme peau de chagrin toute possibilité d’aide via un contact humain.

Cet écran interposé entre l’administration et les usagers n’est qu’une des facettes de l’éloignement de la solidarité vécu par les personnes fragilisées par la vie.

- À chaque fermeture de services publics, les distances s’allongent pour accéder à un lieu d’accueil.
- À chaque nouvelle réforme du chômage, du RSA ou du logement, les prestations sociales s’éloignent aussi de ceux, toujours plus nombreux, jugés insuffisamment dignes de notre solidarité et dont les droits se rétrécissent.
- Chaque discours public accusateur, enfin, rend la demande d’accès à ses prestations sociales plus honteuse, et le regard de ceux qui les reçoivent plus

suspicieux, au point qu’un grand nombre préfère y renoncer plutôt que d’ajouter l’humiliation à la misère. Le non-recours aux droits ne cesse de progresser.

Sans surprise, ce sont les entourages proches et les associations qui sont sommées de compenser. Or, loin des discours et des politiques qui cherchent à diviser, nos bénévoles peuvent témoigner que la solidarité rassemble : elle soutient dans la difficulté, elle rend plus humain. Pourvu qu’elle ait un visage et une voix.

notre enquête de terrain

DÉMATÉRIALISATION DES SERVICES PUBLICS : l'EXCLUSION 2.0

[Cliquer sur l'image pour lire l'enquête]

Notre podcast Parcours : « La dématérialisation, c'est de la déshumanisation »

La rédaction - Christophe Hargoues (Photographe)

https://ain.secours-catholique.org/notre-actualite/notre-etat-de-la-pauvrete-en-france-2024